

**Mircea Vultur**, *Collectivisme et transition démocratique. Les campagnes roumaines à l'épreuve du marché*. Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2002, 180 p.

Michel Streith

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/3073>

ISSN : 1777-537X

**Éditeur**

Éditions de l'EHESS

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 273-276

**Référence électronique**

Michel Streith, « Mircea Vultur, *Collectivisme et transition démocratique. Les campagnes roumaines à l'épreuve du marché*. Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2002, 180 p. », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 29 juillet 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/3073>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# **Mircea Vultur, *Collectivisme et transition démocratique. Les campagnes roumaines à l'épreuve du marché.*** Laval, Les Presses de l'Université Laval, 2002, 180 p.

Michel Streith

---

- 1 Loin des approches présentéistes de la transition, le livre de Mircea Vultur aborde, de manière originale, la question de l'héritage socialiste dans le comportement des paysans roumains face aux recompositions actuelles de l'économie de marché et de la démocratie. L'ouvrage est remarquablement structuré. En trois parties, il propose successivement un éclairage théorique, un rappel historique et une étude empirique portant sur les transformations des campagnes roumaines.
- 2 Son hypothèse est la suivante : « Le mode de reconfiguration de la démocratie et de l'économie de marché naissantes dans le monde rural de la Roumanie s'explique en grande partie par les structures comportementales et les traits de mentalité hérités de l'ancien régime communiste. » (P. 15) Le pouvoir communiste a détruit les identités et les facteurs culturels traditionnels, et il a modifié les comportements économiques et individuels. En conséquence de quoi, écrit Mircea Vultur, le paysan postcommuniste roumain est un « homo sociologicus radicalisé ». L'ouvrage s'attache à développer le poids de cet héritage.
- 3 La première partie du livre précise les choix conceptuels et méthodologiques. Les référents intellectuels sont clairement exprimés. Ainsi, l'auteur emprunte à Tocqueville la notion d'« État social » pour rendre compte de comportements et d'attitudes relevant de valeurs sociales spécifiques, en l'occurrence les valeurs du communisme. À Max Weber il emprunte la notion d'« éthique de l'action » grâce à laquelle il pourra comprendre la manière dont les structures de production collectiviste ont modifié en profondeur le comportement économique. Ces deux outils conceptuels, « État social » et « éthique de

l'action », sont fondamentaux pour saisir les façons de penser et d'agir des acteurs sociaux dans les recompositions politiques et économiques en cours.

- 4 Pour valider son hypothèse, l'auteur doit au préalable réexaminer les enjeux théoriques liés au changement social, à la notion de transition et à la spécificité des bouleversements en Europe centrale. Il réfute les dichotomies couramment admises en termes de changements : déterminisme/contingence, endogène/exogène, structurel/événementiel. Soulignant qu'il n'y a pas de figure unique du changement, il évoque Max Weber qui s'est intéressé aux relations entre le protestantisme et le capitalisme. Quant à la transition, il se refuse à écrire une énième version historique, préférant plutôt saisir les « vecteurs conceptuels » qui la traversent. Il renvoie aux travaux de Maurice Godelier qui mettent en relief la difficulté pour les sociétés en transition de reproduire l'ancien et, dans le même temps, de construire du nouveau, de faire et défaire l'histoire. Pour aborder la spécificité de la transition est-européenne, l'auteur souligne quelques faits majeurs. Après la Seconde Guerre mondiale, les pays de l'Est en transition ont connu des redécoupages territoriaux et des déplacements de population. L'étatisation des moyens de production a fortement déstructuré leur économie, les élites communistes ont introduit quelques éléments de pré-modernité dans leur politique et le contexte économique mondial, au moment de la chute du mur de Berlin, ne favorise pas les politiques de solidarité de type keynésien. En cela on ne peut comparer le cas de l'Europe de l'Est avec celui de l'Amérique latine ou de l'Europe du Sud.
- 5 La méthode adoptée consiste à conduire des entretiens auprès d'agriculteurs. L'idée est de les questionner sur la manière dont, aujourd'hui, ils conçoivent leur métier et leur rôle dans la société à la lumière des expériences professionnelles qu'il ont vécues durant le communisme ; mais il convient de les questionner également sur la manière dont ils se voient par rapport paysan traditionnel d'avant la Seconde Guerre mondiale. Le référent est donc l'individu, avec ses choix et ses conceptions, inséré dans des contextes historiques et sociologiques variables.
- 6 Avant de procéder à l'interprétation des données qu'il a recueillies, l'auteur consacre une deuxième partie à l'histoire de la question agraire. Il faut effectuer ce détour pour comprendre le discours des agriculteurs quant à la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes.
- 7 La réalité sociale de la Roumanie a toujours été une réalité paysanne. Après la Première Guerre mondiale, un processus de modernisation transforme la vie des campagnes. Avec un large accès à la propriété et l'acquisition du droit de vote, le paysan roumain prend une importance sociale supplémentaire. Il participe à la politique et à l'économie du pays. C'est ainsi, nous montre Mircea Vultur, que s'est constituée l'identité du « paysan-citoyen », proche du modèle ouest-européen. Malheureusement, le processus n'est pas consolidé lorsque survient la Seconde Guerre mondiale. Nous avons affaire à un phénomène courant, entre les deux guerres, dans les campagnes d'Europe centrale : le non-achèvement de la modernisation de l'agriculture. Le nouveau pouvoir communiste s'installe en 1945 avec l'accord tacite des forces occidentales. Pour l'auteur, ce régime se distingue par sa méconnaissance et son mépris du monde paysan. Il rappelle comment évolue le regard que l'on porte sur la paysannerie : sac à pommes de terre où se mêlent toutes sortes de réalités sociales hétérogènes pour Marx, catégorie à collectiviser pour Lénine, ennemi de classe pour Staline, sans oublier Gorki qui parle d'« individualisme zoologique ». Les dirigeants s'emparent de ces outils théoriques pour mettre à l'écart cet « être arriéré » qu'est le paysan traditionnel et promouvoir le collectivisme. De fait, tout

en prônant cette « éthique sociale », le pouvoir agit davantage en transformateur social qu'en appareil idéologique. Il commence par modifier radicalement, par la création des coopératives, les pratiques de sociabilité et de solidarité. Dès lors, ce n'est plus la famille mais la brigade qui, dans l'exploitation agricole, constitue l'unité sociale du travail. Puis, en industrialisant et en bureaucratisant la production, le pouvoir multiplie les structures économiques et productives, souvent parfaitement artificielles. Ainsi assiste-t-on à une efficace recomposition des groupes sociaux.

- 8 La troisième partie de l'ouvrage développe les données de l'enquête de terrain. L'auteur a mené ses entretiens dans deux villages de Transylvanie, l'un collectivisé, l'autre pas. Au total, ce sont environ cent agriculteurs qui sont interrogés. D'une manière générale les questionnaires portent sur l'identité et, plus précisément, sur la manière dont, durant le collectivisme, l'identité traditionnelle des villageois a glissé vers une éventuelle nouvelle identité. Le questionnaire introduit deux variables. Celles-ci concernent la façon de vivre et de penser des villageois et leurs relations avec la communauté. Un chapitre est consacré à la vie professionnelle, un autre aux comportements électoraux. Les questions sont précises et originales, et c'est avec intérêt que l'on chemine au fil des pages dans la pensée des informateurs. Les propos sont très différents selon que l'on appartient ou non à un village collectivisé. Ce qui confirme l'hypothèse d'une profonde modification des références mentales des acteurs durant la période communiste et nous éclaire sur les comportements actuels, au moment de la transition démocratique. Mircea Vultur parle de « refaçonnement identitaire ». Des principales conséquences du collectivisme il cite la mise à distance de l'historicité, la fracture de l'individualisme collectif caractéristique du fonctionnement durant l'Ancien Régime, l'incorporation identitaire du paternalisme, le rapport à l'histoire et au présent, le mimétisme et les formes de langages. Nous sommes en présence d'un *habitus* au sens où le définit Pierre Bourdieu. Le collectivisme a produit une éthique sociale que la disparition du communisme n'a pas effacée et dont les éléments constitutifs sont, aujourd'hui, en contradiction avec la construction d'une démocratie et l'économie de marché. Si cet héritage complique singulièrement le passage au capitalisme, il nous aide à comprendre les phénomènes de résistance et la recherche d'alternatives aux réformes libérales en cours.
- 9 Le travail de Mircea Vultur est salutaire. En démontrant la centralité de la notion d'héritage dans le débat sur la transition, il rompt avec une décennie d'analyse présentéiste. En effet, après l'effondrement du communisme, les interprétations sociologiques privilégiaient l'approche qui insistait sur les processus d'effacement du collectivisme. Il est vrai que la rapidité des changements économiques – notamment la restauration de la propriété privée – et politiques, et la recomposition du pluripartisme allaient dans ce sens. Mais les structures sociales n'ont pas évolué à la même vitesse. Il existe des domaines de la vie sociale qui échappent fondamentalement au modèle occidental. L'agriculture en est un, et non le moindre. Le passage inéluctable au capitalisme, qui, en matière d'agriculture, peut se résumer à l'extension de la ferme productiviste, n'est pas garanti. Il est partiel et soumis à de fortes résistances. Selon Mircea Vultur, cela tient à l'« État social » né de quarante-cinq années de collectivisme, à « l'incompatibilité des comportements paysans avec l'économie de marché » (p. 179). Ce point est essentiel et mérite d'être discuté ; il doit donner lieu à d'autres recherches. Au risque de faire de l'héritage l'enjeu de débats et de jugements ambivalents – héritage négatif ou héritage positif –, il conviendrait de prolonger l'analyse de l'auteur en y intégrant d'autres approches disciplinaires. Ainsi, il serait intéressant d'aborder, sous

l'angle de l'anthropologie, la question de la transmission des savoirs et des pratiques paysannes au sein de l'espace domestique, durant la période collectiviste. Il conviendrait également d'explorer davantage d'aspects de l'instrumentalisation des paysans par le régime communiste. S'il est vrai que les paysans étaient haïs par le pouvoir, ce dernier a largement puisé dans l'imagerie paysanne pour asseoir sa légitimité politique et sociale. Enfin, il est peut-être dommage d'avoir comme référent historique en matière de tradition paysanne le seul monde d'avant la Seconde Guerre mondiale. Contre toute attente, le système communiste pourrait avoir participé à l'émergence de comportements paysans. La question est ouverte.

- 10 Après un formidable travail d'éclairage conceptuel, l'ouvrage de Mircea Vultur nous invite à poursuivre la recherche. Il nous y convie dans la conclusion de son texte. Puisse-t-il être entendu.